

## **France : austérité consolidée. Perspectives 2011-2012 pour l'économie française**

Bruno Ducoudre, Sabine Le Bayon, Hervé Péléraux, Danielle Schweisguth,  
Xavier Timbeau

### **► To cite this version:**

Bruno Ducoudre, Sabine Le Bayon, Hervé Péléraux, Danielle Schweisguth, Xavier Timbeau. France : austérité consolidée. Perspectives 2011-2012 pour l'économie française. Lettre de l'OFCE, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques devenu Presses de Sciences-Po, 2011, pp.6-8. hal-01024490

**HAL Id: hal-01024490**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01024490>**

Submitted on 16 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# France : austérité consolidée

## Perspectives 2011-2012 pour l'économie française

**E**n moyenne annuelle, l'économie française devrait croître de 1,6 % en 2011 et de 0,8 % en 2012 (tableau 1). Cette performance est particulièrement médiocre et très éloignée du cheminement normal d'une économie en sortie de crise. Trois ans après le début de la crise, le potentiel de rebond de l'économie française est important. Mais la reprise spontanée va être freinée principalement par la mise en place de plans d'économies budgétaires en France et dans l'ensemble de ses partenaires européens.

### 2008-2009 : récession et déficit

La crise financière partie des États-Unis à l'été 2007 s'est propagée à l'ensemble du monde, plongeant l'économie mondiale dans la crise la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale. En France, elle s'est matérialisée par une baisse du PIB dès le deuxième trimestre 2008, puis par un effondrement spectaculaire de la production au quatrième trimestre 2008. Sur sa lancée de la fin 2008, l'économie française a continué à se contracter fortement au premier trimestre 2009.

La mise en place d'une action rapide et concertée des politiques économiques a permis un retour à une croissance positive dès le deuxième trimestre 2009, évitant un scénario à la 1929. Sans cette politique économique expansionniste, la baisse du PIB en France en 2009 et en moyenne annuelle aurait été, selon nos simulations, de -4,8 % (au lieu de -2,6 %) : l'activité aurait continué à se contracter au cours de 2009 et l'économie française aurait suivi une trajectoire ressemblant trait pour trait à celle observée quatre-vingts ans plus tôt.

Quant aux finances publiques, les chiffres de dégradation du déficit et de la dette attestent de l'ampleur de la crise. Les déficits sont passés en un an de 3,3 à 7,5 points de PIB, alors que la dette publique a atteint un niveau sans précédent en s'établissant à 79,0 points de PIB, contre 68,2 un an auparavant.

### 2010 : croissance autonome

La lecture des indicateurs économiques publiés au cours de l'année 2010 suggérerait l'arrêt de la dégradation de l'activité et augurait d'une sortie de crise imminente des économies mondiale et française. Ainsi, malgré la fin du stimulus budgétaire dans un grand nombre de pays développés, le PIB mondial, porté

principalement par la reprise de l'activité dans les pays émergents, a de nouveau crû à un rythme proche de 5 % après une baisse de 1,0 % en 2009. Dans la foulée, la demande étrangère adressée à la France s'est redressée après son effondrement sans précédent observé entre la mi-2008 et la mi-2009. Le commerce extérieur a ainsi apporté une contribution positive à la croissance pour la première fois depuis dix ans. Dans ce contexte, le secteur marchand a créé à nouveau des emplois, après deux années de fortes destructions.

### 2011-2012 : une croissance spontanée dynamique ...

Le rebond observé depuis la mi-2009 n'a toutefois pas permis à l'économie française de rattraper son retard de production accumulé au cours de cette crise : l'activité reste très en dessous de sa tendance d'avant-crise dont les principaux symptômes sont le retour d'un chômage de masse et la dégradation des finances publiques.

Dès lors, trois ans après le début de la crise, le potentiel de rebond de l'économie française est important : celui-ci correspondrait à une croissance spontanée moyenne de près de 3,8 % l'an au cours des années 2011 et 2012, permettant de rattraper, cinq ans après le début de la crise, l'écart de production accumulé. Ce scénario permettrait de retrouver en 2012 le taux de chômage de 2007 et au ratio dette publique sur PIB d'être proche de son niveau de 2011.

### ... freinée par une vague d'austérité

Deux chocs exogènes freineront ce retour au potentiel.

Le premier est lié à l'envolée des prix des matières premières : à l'instar de 2008, le spectaculaire regain de vigueur du prix du pétrole et des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux explique le regain d'inflation que connaissent les économies occidentales fin 2010-début 2011. Absorbé principalement par les ménages, ce choc pèsera sur leur pouvoir d'achat et limitera leurs dépenses. Ce mécanisme, également à l'œuvre dans les autres pays occidentaux, provoquera un ralentissement de leur économie et donc de leur demande adressée à la France. En cumulé, ce choc de pouvoir d'achat diminuera de 1,3 point la croissance de

l'économie française au cours de la période 2011-2012.

Le second est lié à la politique budgétaire : à partir de 2011, l'ensemble des pays développés, face à la dégradation de leurs comptes publics et à la menace d'une augmentation de leur prime de risque mettent en place des politiques de restrictions budgétaires. La généralisation de cette stratégie portera un sérieux coup de frein à la croissance de l'économie française, évalué à 3,9 points de PIB au cours des années 2011-2012.

Les pays européens se sont en effet engagés dans leur programme de stabilité à retourner en trois ans à des finances publiques plus équilibrées. Contrairement aux années antérieures, le respect de ces engagements apparaît plus probable : dans un contexte financier incertain, être le seul État à ne pas respecter sa promesse de consolidation budgétaire serait sanctionné immédiatement par un renchérissement de ses conditions financières. Mais en tentant de réduire leurs déficits prématurément, trop rapidement et de façon synchrone, les gouvernements des pays européens prennent le risque d'un nouveau ralentissement de l'activité.

Après avoir revu à la baisse, en août dernier, sa prévision de croissance pour 2012, passant de 2,25 % à 1,75 %, le gouvernement français a décidé de mettre en place un nouveau plan d'austérité afin de pouvoir respecter son engagement d'un déficit de 4,5 points de PIB en 2012. Ce plan de 11 milliards d'euros d'économie vient s'ajouter au plan initial. D'autres pays ont également réajusté à la hausse leur plan de rigueur : c'est le cas notamment de l'Italie qui a multiplié par près de trois son effort budgétaire et de l'Espagne qui s'impose maintenant la plus forte cure d'austérité des grands pays européens.

La prise en compte de ces nouvelles mesures restrictives nous a conduit à revoir significativement nos prévisions de croissance pour l'économie française en 2012. En se cantonnant aux seuls pays européens, la seule surenchère de mesures d'économies annoncées au cours des six derniers mois nous a conduit à abaisser de 0,7 point notre prévision de croissance pour 2012 réalisée en avril dernier pour l'économie française.

Associé à la stratégie de fort désendettement public, un tel contexte renforce le risque de faible croissance. Cette stratégie nécessiterait un relais puissant de la part de la demande privée afin de ne pas briser l'élan de la reprise intervenue en 2010. Mais cet espoir apparaît fragile face aux nombreuses incertitudes pesant sur la dynamique interne.

**Tableau 1 : Équilibres ressources-emplois en biens et services marchands (aux prix chaînés)**

	Niveau (prix chaînés)  2009	Taux de croissance trimestriels en %								Taux de croissance annuel en %		
		2011				2012				2010	2011	2012
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB total	1 750	0,9	0,0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	1,4	1,6	0,8
Importations	463	3,2	-0,9	0,0	0,2	0,3	0,5	0,6	0,6	8,3	5,2	1,1
Consommation des ménages	993	0,4	-0,7	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	1,3	0,5	0,6
Consommation des administrations	383	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,2	0,9	0,7
FBCF totale, dont :	336	1,2	0,6	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	-1,4	3,0	0,9
- Sociétés non financières	173	1,9	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	2,0	4,5	0,9
- Ménages	89	-0,1	1,3	0,4	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	-1,4	2,6	1,2
- Administrations	56	1,5	0,6	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-9,7	-0,4	0,4
Exportations	426	1,7	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,6	0,6	9,3	4,0	1,4
Variations de stocks (contrib.)		1,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,9	0,0
Demande intérieure totale hors stocks	1 621	0,5	-0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,7	1,1	0,8

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE, modèle *e-mod.fr* à partir du troisième trimestre 2011.

**Tableau 2 : Vue d'ensemble**

	Évolutions trimestrielles								2010	2011	2012
	2011				2012						
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Emploi total (en milliers)	66	70	-20	12	7	22	-33	-20	41	181	19
Nombre de chômeurs* (en milliers)	-12	-37	48	21	33	10	53	43	71	-35	108
Taux de chômage* (en %)	9,2	9,1	9,3	9,3	9,4	9,4	9,6	9,7	9,4	9,2	9,6
Déflateur de la consommation (en %)	0,8	0,6	0,2	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	1,2	2,0	1,2
Salaire horaire moyen dans les entreprises non financières (en %)	1,0	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	2,5	2,4	2,0
Salaire moyen dans les entreprises non financières (en %)	1,0	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	2,1	2,5	2,0
<i>Ménages</i>											
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)	0,2	0,6	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,8	1,4	1,2
Taux d'épargne (en %)	15,9	17,0	17,2	17,3	17,3	17,3	17,4	17,4	16,1	16,8	17,4
Taux d'épargne financière (en %)	6,5	7,6	7,8	7,8	7,9	8,0	8,0	8,0	6,9	7,4	8,0
<i>Entreprises</i>											
Taux de marge (en %)	29,8	28,9	28,8	28,7	28,6	28,4	28,2	28,1	30,1	29,1	28,3
Taux d'investissement (en %)	17,3	17,4	17,4	17,5	17,5	17,4	17,4	17,4	17,0	17,4	17,4
Taux d'autofinancement** (en %)	74,4	69,5	68,1	64,2	65,2	64,9	64,1	63,5	78,3	69,0	64,4
<i>Administrations</i>											
Capacité de financement/PIB (en %)									-7,1	-5,8	-5,2
Taux de prélèvement obligatoire (en %)									42,5	43,6	44,3
<i>Taux d'intérêt</i>											
Taux d'intérêt à long terme (niveau en %)	3,5	3,5	2,9	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	3,2	3,2	2,7
Taux d'intérêt du marché monétaire (niveau en %)	1,1	1,4	1,6	1,6	1,3	1,1	1,1	1,1	0,8	1,4	1,2

\* Au sens du BIT.

\*\* Épargne brute/FBCF.

**Tableau 3 : Les hypothèses d'environnement international et les soldes extérieurs**

	Évolutions trimestrielles								Moyennes annuelles		
	2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Demande de marchandises adressée à la France (en %)	3,2	0,4	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	12,0	7,8	4,0
Prix des concurrents en devises (en %)	0,1	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,6	0,8	1,8
Prix du pétrole en \$	105	117	114	110	105	105	110	110	79	111	108
Prix des importations en euros (en %)	3,5	0,0	0,3	0,7	0,2	0,1	0,4	0,2	4,0	5,2	1,2
Prix des exportations en euros (en %)	1,8	0,4	0,5	1,0	0,5	0,3	0,4	0,4	1,7	3,8	2,2
Solde des biens et services (Mds d'euros)									-44,8	-63,3	-57,9

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE, modèle *e-mod.fr* à partir du troisième trimestre 2011.

Ces incertitudes pèsent en premier lieu sur la confiance des agents privés : à l'image de ce que l'on observe dans de nombreux pays, les enquêtes de conjoncture, qui indiquaient une nette amélioration du moral des agents économiques privés depuis 2009, se sont retournées à nouveau depuis trois mois : c'est notamment ce que traduisent les climats des affaires dans l'industrie et dans les services qui sont redescendus en dessous de leur niveau moyen de longue période.

Par ailleurs, point de départ à toute reprise de l'activité au cours des vingt dernières années, le redémarrage du crédit ne devrait pas constituer à l'horizon 2012, le relais efficace pour pérenniser la croissance. Du côté de l'offre, le ralentissement du revenu des ménages, induit par la forte augmentation du chômage et la forte dégradation du bilan des entreprises, accroît le risque de défaut des agents privés. Cela confortera les banques dans leur stratégie de limitation de prise de risque dans un contexte international très incertain. Le crédit sera également freiné par les pertes de valeur des patrimoines financiers enregistrées par les ménages au cours des trois dernières années.

À l'horizon de notre prévision, les entreprises, notamment industrielles, tenteront de redresser leur taux de marge en rétablissant progressivement leur productivité. Après avoir stagné au cours des années 2008-2010, celle-ci augmenterait en moyenne annuelle de 1,1 % à l'horizon de notre prévision. Des destructions d'emplois dans le secteur marchand sont à attendre dès le troisième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année 2011, l'emploi marchand progresserait de 81 000. En 2012, 6 000 emplois marchands devraient être détruits.

Dans ce contexte de marché du travail détérioré, la politique de l'emploi, par l'intermédiaire du traitement social, ne jouera pas son rôle de « stabilisateur » du chômage. Après avoir amplifié la hausse du chômage en 2008, du fait de leur réduction, les emplois aidés dans le secteur non-marchand, en hausse au cours de la période de 2009-2010 et stables en 2011, seront à nouveau en légère baisse en 2012. Le niveau en fin d'année 2012 sera identique à celui de fin d'année 2007 alors que dans le même temps le chômage aura augmenté de 710 000 personnes.

Par ailleurs, sous l'effet cumulé de la suppression des départs anticipés des seniors, de l'extinction des dispositifs d'accompagnement des licenciés économiques et des premiers effets de la réforme des retraites adoptée en 2010, la population active devrait augmenter de

**Tableau 4 : Résumé de la prévision pour 2011 et 2012**

En %, moyenne annuelle

	2008	2009	2010	2011*	2012*
<b>Taux de croissance du PIB</b>	-0,2	-2,6	1,4	1,6	0,8
Importations	0,6	-10,6	8,3	5,2	1,1
Consommation des ménages	0,2	0,1	1,3	0,5	0,6
Consommation des administrations	1,2	2,3	1,2	0,9	0,7
Investissement total	0,1	-8,8	-1,4	3,0	0,9
Exportations	-0,6	-12,2	9,3	4,0	1,4
<i>Contribution à la croissance</i>					
Demande intérieure hors stocks	0,4	-1,1	0,8	1,1	0,8
Variations de stocks	-0,2	-1,2	0,5	0,9	0,0
Solde extérieur	-0,4	-0,3	0,1	-0,4	0,0

\* Prévision OFCE.

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; OFCE, prévision *e-mod.fr* pour 2011 et 2012.

près de 150 000 personnes en 2011 et de 115 000 en 2012. Le taux de chômage augmenterait régulièrement au cours des six prochains trimestres pour s'établir à 9,3 % fin 2011 et à 9,7 % fin 2012, après 9,1 % au deuxième trimestre 2010.

L'épargne de précaution, résultant de la hausse du chômage, et de la diminution de l'écart critique, ont engendré une hausse du taux d'épargne des ménages au cours de la crise qui a plus qu'effacé l'intégralité de la baisse enregistrée entre 2002 et 2008. Dans la lignée des trois dernières années, et pour les mêmes raisons, le taux d'épargne devrait continuer d'augmenter en 2012. Selon ces hypothèses, la consommation des ménages ne devrait donc pas apporter un soutien vigoureux de l'activité au cours des prochains trimestres. La croissance de la consommation atteindrait 0,5 % en 2011 et 0,6 % en 2012.

En comprimant la demande intérieure et extérieure, les deux chocs exogènes vont peser sur les débouchés anticipés par les entrepreneurs et ralentir la résorption des fortes surcapacités de production apparues au cours de cette crise. À ce facteur limitatif du côté de la demande vient s'ajouter un argument du côté de l'offre : la faible rentabilité du capital n'incite toujours pas les entreprises à mettre en place des projets coûteux et risqués. Avec un taux d'autofinancement dégradé qui les rend très dépendantes du financement externe pour leur investissement, les entreprises devraient redresser leur situation financière interne afin d'être moins dépendantes des capitaux extérieurs dans un univers où les marchés financiers restent extrêmement instables. Pour ces raisons, l'investissement ne devrait pas constituer, en 2011 et 2012, un relais efficace pour rendre pérenne le rebond de croissance.

La FBCF des SNF, qui a baissé de -9,0 % en 2009 et de -1,4 % en 2010 devrait légèrement repartir en 2011 et

2012. Le taux d'investissement devrait ainsi s'établir à 17,6 % fin 2012, niveau certes inférieur à celui qui prévalait avant la crise (18,7 %), mais comparable aux deux précédents pics de ces vingt dernières années.

Le gain budgétaire attendu par le gouvernement de la mise en place de la stratégie de consolidation – objectif de déficit des APU à 4,5 % de PIB en 2012 – sera en partie rogné par le manque à gagner du côté des recettes fiscales en lien avec cette faible croissance. Le déficit des APU devrait s'établir respectivement à 5,8 % du PIB et 5,2 % en 2011 et 2012, portant la dette publique à 85,6 % du PIB en 2011 et à 89 % en 2012.

En conséquence, un scénario plus noir est envisageable si le gouvernement tient coûte que coûte à respecter ses engagements budgétaires. Sous l'hypothèse d'un multiplicateur budgétaire de 0,9, cela nécessiterait l'adoption d'un nouveau plan d'austérité de 27 milliards d'euros. Une telle stratégie plongerait l'économie française dans une nouvelle récession, avec un recul de -0,5 % de son PIB en 2012. Bien entendu, si les autres grands pays européens venaient à adopter la même stratégie, alors l'effort d'économie serait supérieur, se rapprochant des 40 milliards d'euros : l'activité baisserait de 1,7 % tandis que le chômage frôlerait la barre des 11 %.

**Abonnements**

Tél/ 01 45 49 83 64 - Fax/ 01 45 49 83 34

**Directeur de la publication :**  
**Philippe Weil**

ISSN N° 0751-66 14 ■ Commission paritaire n° 65424

Mise en page : Nathalie Ovide

Imprimerie Bialec, Nancy

Prix : 4,50 €